



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Cournonterral - Concertation préalable au titre du Code de l'environnement sur le projet et les impacts du lycée et des aménagements associés - Bilan de concertation préalable - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La Région Occitanie envisage la construction sur le territoire de la commune de Cournonterral d'un lycée d'une surface de plancher de l'ordre de 20 000 m². Ce projet s'accompagne de la réalisation, par la commune de Cournonterral, d'un gymnase et, par Montpellier Méditerranée Métropole, de travaux de voirie, de construction d'une aire de dépose-repose des transports scolaires, de création de voies nouvelles légères et de requalification des espaces de stationnement intégrant des fonctionnalités multimodales.

Le projet, qui doit être appréhendé de façon globale, est soumis à évaluation environnementale et doit faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L.121-17 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 121-16 du Code de l'environnement, la concertation préalable associe le public à l'élaboration du projet. Quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par la concertation ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale. Le bilan de cette concertation est rendu public. Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable indique les mesures qu'il juge nécessaire de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation.

Par délibération du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a défini les modalités de la concertation qu'elle envisageait de mettre en œuvre.

Par délibération du 25 janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré son intention, au sens de l'article L. 121-18 du Code de l'environnement, d'engager la concertation préalable.

Elle a été publiée sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le panneau d'affichage à l'Hôtel de Métropole le 25 mars 2022. Elle a également été affichée en mairie de Cournonterral du 25 mars 2022 au 31 août 2022. Enfin, elle a été publiée sur le site internet de l'Etat du 22 mars 2022 au 23 mai 2022, ouvrant le délai de deux mois pour l'exercice du droit d'initiative permettant de solliciter l'organisation d'une concertation préalable au titre des articles L. 121-17 et L. 121-19 du Code de l'environnement.

Le droit d'initiative n'ayant pas été exercé, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre les modalités de concertation définies dans la délibération du 28 juillet 2021.

La région Occitanie, désigné coordinateur des concertations pour Montpellier Méditerranée Métropole dans la délibération du 28 juillet 2021, a publié pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole un avis de concertation le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans la *Gazette de Montpellier* informant le public des modalités de la concertation et des dates de sa mise en œuvre.

Cet avis a également été affiché en mairie de Cournonterral à partir du 31/05/2022, et ce jusqu'au 17/07/2022, et publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole dédié à cette concertation à partir du 31/05/2022. La concertation s'est déroulée du 17 juin au 17 juillet 2022 inclus.

Les principaux éléments du bilan de la concertation sont les suivants :

I. Dispositif de concertation mis en œuvre

Les modalités de la concertation définies par Montpellier Méditerranée Métropole dans sa délibération du 28 juillet 2021 étaient les suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier de concertation en mairie de Cournonterral sise 12, avenue Armand-Daney, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions sous format papier en mairie de Cournonterral et sous format dématérialisé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- Parution dans le journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole d'un article d'information.

Si les restrictions liées à la crise sanitaire l'autorisent, une réunion publique sera conjointement organisée sur le territoire de la commune, par la Région, la Métropole et la Commune.

Ces modalités ont été mises en œuvre de la manière suivante :

➤ **Mise à la disposition du public du dossier de concertation**

Le dossier de concertation préalable mis à la disposition du public présentait :

- La concertation préalable : ses objectifs, ses modalités, ses suites ;
- Le projet de desserte des lycée et gymnase : ses objectifs, sa localisation, ses caractéristiques ;
- Le coût estimatif de l'opération ;
- Les solutions alternatives envisagées ;
- Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement.

Le dossier de concertation préalable a été mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition en mairie de Courdonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand-Daney, 34660 Courdonterral sous format papier relié, sur un pupitre dédié et en accès libre à tout public ;
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, en libre téléchargement, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ **Mise à la disposition du public du registre permettant au public de formuler ses observations et propositions :**

- Mise à disposition en mairie de Courdonterral aux heures d'ouverture au public des bureaux, à l'adresse suivante : 12, avenue Armand Daney, 34660 Courdonterral ; sous format papier, sur un pupitre dédié, avec un stylo à disposition et en libre d'accès à tout public souhaitant formuler un avis.
- Mise à disposition du 17 juin 2022 au 17 juillet 2022 sur le site internet de la région, sous forme d'un formulaire à remplir, sans restriction d'accès, à l'adresse électronique suivante : <https://participer.montpellier.fr> ;

➤ **Parution d'un article dans le journal d'information de la région n°13 de Montpellier Méditerranée Métropole** dénommé « *MONTPELLIER METROPOLE EN COMMUN* ». Cet article présentait le projet et les différentes concertations, les lieux où le public pouvait consulter les dossiers de concertation et renseigner les registres de concertation ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion publique d'information. Ce journal a été distribué dans les boîtes à lettres au cours de la première quinzaine du mois de juin 2022.

➤ **Organisation d'une réunion publique le 29 juin 2022**

Les conditions sanitaires le permettant, une réunion publique a pu être organisée afin d'échanger avec le public.

- **Avis d'information : date de diffusion, support, objet**

La date et l'heure de la réunion publique ont été mentionnées dans l'avis de publicité réglementaire publié le 31 mai 2022 dans le *Midi-Libre* et le 02 juin 2022 dans *la Gazette de Montpellier*.

La date, l'heure et le lieu de la réunion publique ont été mentionnés sur le site internet dédié à la concertation de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que sur les sites dédiés de la Ville de Courdonterral et de la Région Occitanie.

Par ailleurs, s'agissant d'une réunion publique organisée conjointement par la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Courdonterral, un avis d'information sur l'organisation de cette réunion a été publié dans le journal d'information de chaque collectivité : l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres début juin pour la Région, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres à partir du 07 juin 2022 pour la Métropole, l'édition de juin 2022 distribuée en boîte aux lettres les 20 et 21 juin pour la mairie de Courdonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été affiché en Mairie de Courdonterral.

Un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a également été publié sur le

compte Facebook officiel de la Mairie de Cournonterral. Ce même avis a été publié sur le site info-flash.com de la commune de Cournonterral.

Enfin, un avis d'information précisant le lieu et l'horaire de la réunion publique a été affiché sur un panneau d'information implanté sur le site du projet visible depuis la RM 5, à partir du 22 juin 2022.

- Organisation de la réunion : lieu, horaire, participants, objet, nombre approximatif de participants

La réunion s'est tenue le 29 juin 2022 à 18h00, salle Victor-Hugo à Cournonterral, en présence notamment de Monsieur Kamel CHIBLI, Vice-Président de la Région Occitanie délégué à l'éducation, l'orientation, la jeunesse et aux sports, de Madame Patricia BELKADI adjointe au Maire, déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, Directeur Délégué au pôle Proximités Espaces Publics de la Métropole, et de Monsieur Yannick JACOB, Directeur du pôle Mobilité de la Métropole.

Après une présentation générale du contexte et des objectifs des maîtres d'ouvrage, la réunion s'est structurée en deux temps. Une première partie dédiée à la présentation et aux échanges autour des enjeux environnementaux du projet, et une seconde partie portant sur la modification du PLU de Cournonterral pour le rendre compatible avec le projet.

La première partie de la réunion, objet de la concertation au titre du Code de l'environnement, s'est déroulée de 18h30 à 19h30 devant une cinquantaine de personnes. Après la projection d'un support présentant le contexte et les enjeux environnementaux du projet par le bureau d'étude Biotopie, un échange avec le public a eu lieu pendant 30 minutes environ.

Le compte-rendu exhaustif de cette réunion retrace avec précision la présentation du bureau d'étude, ainsi que le contenu des échanges entre le public et les intervenants. Ces échanges ont porté principalement sur le thème des transports et de la mobilité. Dans une moindre mesure, les thèmes de la carte scolaire et de l'hydraulique ont également été abordés.

II. Enseignements tirés de la concertation

II.1. Observations recueillies

Le registre de concertation mis en place en mairie de Cournonterral a recueilli une observation demandant le maintien de l'accès au chemin de Carrierrasse depuis la RM114 pendant les travaux.

Le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole a recueilli une observation : *« Ce lycée, c'est une bonne nouvelle pour les habitants du bout de la métropole. Mais, ce serait bien de penser à végétaliser au maximum ces gros complexes qui souffrent souvent de trop de béton et donc tenir compte de l'environnement à l'aune du réchauffement climatique ! J'espère également que l'on va enfin cesser de multiplier à outrance les éclairages nocturnes dans cette nouvelle zone urbanisée pour ne pas ressembler à ces entrées de ville comme Juvignac et sa porte du soleil ! »*

Par ailleurs, lors de la réunion publique, 16 personnes ont présenté des observations et échangé avec les maîtres d'ouvrage sur le projet.

II.2. Analyse des observations

Aucune observation défavorable au projet n'a été formulée à l'occasion de cette période de concertation. Les remarques et interrogations ont porté sur quatre thèmes principaux :

1/ Mobilité et transports :

Le premier point abordé par le public sur ce thème concerne les cheminements piétonniers entre le lycée et le centre-ville. Les interrogations ont porté en particulier sur la sécurisation des déplacements et notamment la traversée de la RM5.

L'objectif de la Région est de proposer des aménagements intérieurs qui incitent les élèves à rester dans l'enceinte du lycée et ainsi limiter les échanges vers l'extérieur. Dans cette perspective, une attention particulière sera portée sur la conception de l'espace de restauration, ainsi que sur le traitement qualitatif des

espaces (intérieurs et extérieurs) dédiés au temps libre des lycéens.

A l'extérieur de l'enceinte du lycée, le traitement des cheminements doux est de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole. Une réflexion étroite sur la conception des espaces publics extérieurs est menée conjointement avec les services de la Région et avec la Ville de Cournonterral.

De la même manière, la requalification de la RM5, l'aménagement d'itinéraires sécurisés pour les cyclistes et la prise en considération de la desserte du site par les transports en commun sont des sujets de préoccupation traités par la Métropole dans le cadre d'un travail collaboratif avec la Région et la Ville.

Le deuxième point abordé par le public sur ce thème concerne les transports scolaires et en particulier le besoin d'avoir une offre alternative aux transports en commun urbains pour les territoires qui ne disposent pas de ce service. Comme pour le volet infrastructure, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de transport collectif urbain sur son territoire, et la Région travailleront conjointement à la mise en place d'une offre de transport mutualisée. Une réflexion est par ailleurs engagée pour améliorer l'offre de transport scolaire existante en attendant l'ouverture du nouveau lycée.

Enfin, le dernier point abordé sur ce thème concerne la perturbation de la circulation pendant la durée du chantier. Le plan de circulation liés aux travaux n'a pas encore été établi, mais de la même manière que les points précédents, les trois collectivités travailleront conjointement pour limiter autant que possible la perturbation pendant les travaux. En particulier pour répondre à l'observation figurant dans le registre mis en place en mairie de Cournonterral, le chemin de Carrierasse sera rétabli sur la RM114 en périphérie du lycée coté est selon le principe présenté dans le dossier de concertation en préservant les enjeux environnementaux (muret de pierre et oliveraie). Ce rétablissement sera préalable aux travaux de terrassement du lycée pour assurer la continuité des dessertes agricoles riveraines.

Pendant les travaux, selon le phasage retenu lors des études détaillées, la continuité pourra être ponctuellement interrompue (quelques jours le temps des terrassements nécessaires). Dans ce cas une information préalable sera organisée, des déviations mises en place et les accès riverains seront maintenus au travers du chantier pour ne pas enclaver les parcelles concernées.

2/ Carte scolaire :

Les interrogations portent sur la liste des communes qui seront rattachées au lycée de Cournonterral et sur les flux générés par cette nouvelle sectorisation. A ce stade, la sectorisation du lycée n'a pas été arrêtée ; une réflexion avec le rectorat sera engagée pour définir la cartographie des communes rattachées au lycée, avec l'objectif de désengorger d'autres établissements aujourd'hui saturés.

3/ Hydraulique :

L'interrogation porte sur la prise en considération des cours d'eau voisins du site et des impacts du projet sur les futurs écoulements. La connaissance du contexte hydraulique et la mesure des impacts générés par le projet sont des éléments déterminants dans la conception du projet. Ils ont été pris en considération dès le début des études opérationnelles et seront retranscrits dans l'étude d'impact menée à l'échelle globale du projet (lycée, voirie et gymnase), ainsi que dans les dossiers réglementaires spécifiques (dossier loi eau) que chaque maître d'ouvrage devra soumettre à l'administration concernée.

4/ Artificialisation et lutte contre le réchauffement climatique :

Pour répondre à l'observation déposée sur le registre dématérialisé mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, le projet de desserte et d'aménagement des espaces publics fera la part belle aux aménagements paysagers et végétalisés. Les espaces artificialisés et imperméabilisés seront réduits au maximum et les espaces déjà imperméabilisés tel que le parking du complexe sportif seront renaturés et désimperméabilisés.

L'éclairage public sera rationalisé et géré de manière raisonnée tel que mentionné dans le programme de l'opération. Des équipements de production photovoltaïque sont prévus au programme sur les espaces publics pour améliorer le bilan énergétique global du projet en phase exploitation.

D'autres thèmes particuliers, mais qui ne concernent pas directement le projet de desserte porté par Montpellier Méditerranée Métropole, ont fait l'objet d'observations durant la réunion publique (affectation du gymnase actuel, plan de circulation de Cournonterral, requalification des RM 114 et 185).

Ces points seront traités dans le bilan de concertation établi par la Ville de Cournonterral. S'agissant des requalifications des RM114 et RM185, des réponses ont été apportées en séance lors de la réunion publique. Elles ne concernent pas directement le projet de desserte des lycée et gymnase mais les politiques plus globales d'entretien et d'évolution du réseau routier de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'ensemble des observations recueillies par les 3 maitres d'ouvrage durant cette phase de concertation seront cependant prises en considération globalement pour la poursuite de la conception du projet.

Conclusion : Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet. Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et de conforter ses choix. A l'issue de la phase de concertation, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation,

L'opération est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique – comportant le bilan de la concertation – sera mis à la disposition du public.

Outre les formalités de publicité de droit commun dont elle fera l'objet, la délibération tirant le bilan de la concertation sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de concertation préalable au titre du Code de l'environnement du projet de lycée à Cournonterral ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-203493-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022-08-24 Annexe Délibération concertation préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.